

Compte rendu

Ouvrage recensé :

PIERRE PAQUETTE et MARIO SECCARECCIA (dir.), *Les pièges de l'austérité — Dette nationale et prospérité économique : alternative à l'orthodoxie*, Les Presses de l'Université de Montréal, Presses Universitaires de Grenoble, 1993

par Ianik Marcil

L'Actualité économique, vol. 71, n° 1, 1995, p. 109-113.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602169ar>

DOI: 10.7202/602169ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Compte rendu

PIERRE PAQUETTE et MARIO SECCARECCIA (dir.),

**Les pièges de l'austérité — Dette nationale et prospérité économique :
alternative à l'orthodoxie,**

Les Presses de l'Université de Montréal

Presses Universitaires de Grenoble, 1993

Dès son titre, ce livre annonce clairement ses couleurs : critiquer les politiques d'austérité budgétaire et de réduction de la dette publique que les gouvernements occidentaux préconisent depuis plusieurs années, et proposer des politiques s'y substituant. Les dix textes de l'ouvrage se répartissent en trois groupes : 1° une section théorique sur les « définitions, concepts et controverses », 2° une série d'évaluations de politiques nationales et 3° la présentation d'une « alternative [*sic*] à l'orthodoxie ». Ce compte rendu passera d'abord en revue l'argument de chacun des textes, pour ensuite faire une évaluation globale du volume.

Les trois premiers textes regroupés sous une bannière théorique se veulent, selon l'introduction, une lecture keynésienne des concepts de déficit et d'emprunt étatiques. Louis Ascah présente d'abord une analyse de la comptabilité des déficits publics. L'auteur fait une brève revue de littérature sur les ajustements apportés au déficit mesuré : ajustement pour le cycle, l'inflation, l'inclusion ou l'exclusion de l'investissement public et des régimes de retraite publics. Il ajoute à ces ajustements la thèse de l'équivalence ricardienne de Barro, pour terminer par une mise en perspective historique du déficit fédéral canadien. En conclusion, L. Ascah affirme que puisque le déficit mesuré ne reflète pas adéquatement la performance économique du gouvernement, il cache les déficiences de la politique monétaire plutôt que de révéler les qualités de la politique fiscale de l'État.

Le texte de Ruben C. Bellan passe en revue, dans une perspective canadienne, les différents fardeaux qu'on associe généralement aux déficits publics : inflation, hausse du taux d'intérêt, effet d'éviction, augmentation de la dette étrangère, en plus de la possibilité de la baisse de la compétitivité nationale à long terme. L'auteur fait un examen critique de ces diverses questions l'une après l'autre en analysant les données historiques canadiennes depuis 1926,

pour conclure que les déficits publics auront des répercussions négatives en présence de certaines conditions, rarement remplies historiquement. On pourra déplorer, toutefois, que son analyse n'étoffe pas suffisamment son fondement théorique, et s'en remette un peu trop souvent au « gros bon sens » (p. 43).

Dans le dernier texte de la section, L. Randall Wray traite de l'effet d'éviction de l'investissement aux États-Unis. L'auteur examine d'abord brièvement la théorie de l'effet d'éviction, puis celle de l'équivalence ricardienne, pour ensuite étayer un examen empirique de la conjoncture américaine des quinze dernières années, examen qui le conduit au rejet de la validité de l'effet d'éviction. Sa critique se fonde sur deux points : le rejet de la théorie des fonds prêtables et l'acceptation de la théorie de l'offre endogène de monnaie. Par conséquent, compte tenu que le montant d'investissement détermine celui de l'épargne, que la demande de monnaie est fonction des anticipations des agents (et du niveau des prix) et que les obligations d'État sont de plus en plus détenues par des étrangers, il serait profitable pour la réserve fédérale américaine d'imprimer des billets plutôt que d'émettre des obligations. Puisque dans ce cadre théorique l'accroissement de la masse monétaire est une fonction de l'inflation des prix (et non l'inverse), cette politique n'aurait pas de conséquences inflationnistes.

La partie centrale de l'ouvrage (quatre textes) se présente comme une « évaluation critique des expériences nationales », qui commence avec celle de la France, par Alain Parguez. Il fait l'évaluation de la politique économique française depuis la fin des années 1950 et vise à montrer qu'elle fut toujours orientée sous l'influence de Hayek dont les thèses se trouvent dans un rapport, commandé par le gouvernement de Gaulle en 1958, rédigé par Jacques Rueff. L'analyse de Parguez est intéressante en ce qu'elle montre que la politique économique française a été sensiblement cohérente du gouvernement de de Gaulle à celui de Mitterrand, malgré les énoncés clairs en faveur de l'absence ou de la présence d'intervention de la part de l'État.

Suit un texte original de Marc Lavoie qui analyse les discours du budget et exposés budgétaires des ministres des finances des gouvernements successifs à Ottawa, de 1979 (John Crosbie) à 1992 (Don Mazankowski), couvrant donc les régimes libéraux et conservateurs de la décennie. Après un examen minutieux des idées-clefs des discours (place du secteur privé, prépondérance de la longue période, importance de combattre l'inflation et importance fondamentale de la théorie des fonds prêtables), l'auteur tire les deux conclusions suivantes : 1° on ne peut distinguer entre les thèses économiques exposées par les libéraux ou les conservateurs ; 2° celles-ci sont généralement en accord avec les théories de Hayek. Ce texte et le précédent rapprochent le Canada de la France, puisqu'ils montrent à la fois l'influence que les thèses de Hayek ont eu dans l'élaboration des politiques économiques des deux pays, et le peu de distinction qu'on puisse faire entre les politiques de régimes politiques pourtant idéologiquement opposés.

Mario Seccareccia et Andrew Sharpe étudient ensuite le lien entre les déficits budgétaires canadiens et la compétitivité internationale du pays. Plus précisément, ils examinent la thèse des « déficits jumeaux », voulant que l'accroissement du déficit budgétaire soit accompagné d'une détérioration du solde commercial de la nation, par l'éviction des exportations. Après l'exposition des critiques apportées à cette théorie par les défenseurs de l'équivalence ricardienne et, d'autre part, par les post-keynésiens, les auteurs procèdent à une analyse empirique détaillée de l'évolution des déficits budgétaires et commerciaux, mis en rapport avec l'accumulation du capital et la productivité du travail. Ils en arrivent à la conclusion que les déficits budgétaires ne menacent pas les investissements privés, ni les exportations, mais que le déclin du solde du commerce des marchandises est plutôt causé par le mouvement du revenu national, et par le taux de change (effet de la politique d'intérêts élevés de la Banque du Canada).

Philip Arestis et Keith Bain concluent cette section par une étude des politiques de stabilisation du Royaume-Uni de 1979 à 1981. Après une revue critique dense et complète de la littérature théorique et empirique sur l'effet d'éviction et l'équivalence ricardienne, les auteurs examinent la taille des multiplicateurs implicites des dépenses publiques calculés par les divers modèles macroéconomiques disponibles de l'économie britannique. De cette analyse, ils déduisent que la politique budgétaire du gouvernement a joué durant cette période un rôle important, peut-être plus que la politique monétaire, contredisant ainsi les théories de l'équivalence ricardienne, et a eu un effet positif sur l'économie, même dans les modèles « sympathiques, dans leur position théorique, à la notion d'effet d'éviction » (p. 173).

La dernière partie, compte trois textes proposant des solutions de remplacement à l'orthodoxie (les politiques d'austérité budgétaire). Dans le premier, écrit sur le mode du pamphlet, John H. Hotson défend la thèse selon laquelle toute idée de dette évoque pour nous le péché, et que nous devons par conséquent nous « départir des interdits religieux contre les pensées hérétiques » (p. 178). Parmi ces hérésies on trouve les idées du crédit social, voulant notamment que l'émission de la monnaie ne soit contrôlée que par la banque centrale (et non pas par les banques commerciales, via le crédit), fournissant ainsi l'État pour les dépenses d'infrastructures, tout en empêchant celui-ci de faire des déficits pour les dépenses courantes.

Le neuvième texte du volume, de John N. Smithin, examine les perspectives à long terme de la théorie keynésienne, s'inspirant des travaux de Kregel, Meltzer, Pheby et Pressman sur le sujet. La politique qui découle du keynésianisme a souvent été identifiée comme centrée uniquement sur le court terme, mais l'auteur propose une interprétation de l'œuvre de Keynes qui reflète ses préoccupations à long terme. Smithin, appuie son exégèse sur les *Treasury memoranda* (1943-44) de Keynes, qu'il met en parallèle avec le reste de son œuvre. Dans la *Théorie générale* et ailleurs, Keynes se fait le défenseur de la

« socialisation de l'investissement », et d'aucuns en auront tiré la conclusion qu'il fallait que l'État devienne propriétaire d'un maximum du capital national ; Smithin affirme plutôt que cette socialisation ne s'identifie pas à la propriété étatique, mais serait le souhait de multiplier la propriété entre plusieurs petits actionnaires ou de réglementer certains secteurs afin d'en stabiliser les fluctuations. Il faut noter que le texte de Smithin n'est pas inédit, et est tiré de *New Directions in Post-Keynesian Economics* (dir. par John Pheby), Edward Elgar, 1989.

Finalement, Edward J. Nell conclut l'ouvrage en proposant une liste de politiques visant le plein-emploi. Il préconise quatre mesures principales : 1° relèvement des salaires, 2° protectionnisme, 3° réduction de l'épargne (stimulation de la consommation visant un effet multiplicateur) et 4° politique budgétaire expansionniste. Comment croit-il convaincre l'électorat, aujourd'hui, d'entreprendre un tel programme, alors qu'une grande part est persuadée que l'austérité budgétaire est la voie royale du redressement économique ? Par l'éducation, en répétant sans cesse à la population que les déficits publics stimulent la croissance, car « *le système est paradoxal en soi* » (p. 242 ; ital. dans l'origin.). Vaste programme, s'il en est.

Ce volume, selon l'introduction de ses directeurs, voulait « remettre à l'honneur la leçon centrale de la révolution keynésienne » (p. 14), à savoir que le marché est incapable d'assurer le plein-emploi des ressources. Il se situe dans le courant post-keynésien, certains des auteurs des textes de l'ouvrage étant des têtes de file de ce groupe : P. Arestis, E. Nell, M. Lavoie. Tous ces économistes se retrouvent autour de quelques thèses qu'ils tirent de l'héritage keynésien : l'investissement détermine l'épargne (et non l'inverse), par conséquent les déficits publics ne peuvent avoir d'effet d'éviction sur les investissements privés, l'offre de monnaie est endogène au système de production (elle est déterminée par la demande, et est par conséquent parfaitement élastique). De là, les politiques économiques de l'État doivent être révisées en conséquence : les déficits publics sont acceptables s'ils sont dirigés vers l'investissement, la politique monétaire doit être souple, afin de favoriser un bas taux d'intérêt, etc.

La qualité des textes composant le volume est très variable de l'un à l'autre. Quelques-uns empruntent parfois le ton du pamphlet, qui sied mal à une publication ayant une visée scientifique. L'article de J. H. Hotson est à cet égard remarquable : pour qualifier les thèses adverses, il multiplie l'utilisation de termes tels « erreurs », « sottises », « balivernes », « stupidités », « absurdités ». Une rhétorique revancharde et hautaine ne saurait se substituer à l'absence d'idées profondes. L'exposition sobre, logique et soignée des idées que l'on défend semble encore le meilleur moyen pour convaincre le lecteur, qui plus est s'il s'y oppose *a priori*.

On peut reprocher aux directeurs de la publication de ne pas livrer la marchandise promise. D'une part, le contenu des trois sections ne correspond

pas exactement à leur titre. La première se voulait théorique, conceptuelle, mais on y examine les budgets canadiens et américains. La seconde, un examen des expériences nationales, semblait promettre une série d'études empiriques de divers pays, mais on y trouve de longues discussions théoriques, et il aurait été souhaitable d'avoir d'autres échos que celui des exemples français, canadien et britannique. Enfin, la section réservée aux mesures à prendre ne les examine que très imprécisément. De plus, les textes se répètent souvent : ainsi, la théorie de l'effet d'éviction et de l'équivalence ricardienne est résumée dans quatre des dix textes (il faut mentionner que l'analyse détaillée d'Arestis et Bain est très complète et son exposition possède de bonnes qualités pédagogiques). Finalement, la prépondérance donnée au cas canadien (quatre articles sur sept études nationales) est un peu regrettable et à tout le moins répétitive : on aurait souhaité connaître la situation d'autres nations vedettes (pour des raisons différentes) au chapitre des déficits budgétaires : Suède, Nouvelle-Zélande, Argentine, Japon, Allemagne. Néanmoins, le volume compte d'excellentes analyses, quelques-unes très originales (celles de Lavoie et de Smithin, en particulier) qui méritent une lecture attentive.

Ianik MARCIL
Université du Québec à Montréal